

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS PAYS DE MARTIGUES

Date de Publication : 10/05/2022

N° : 2022/275

Les Délibérations
Conseil du 28 Avril 2022

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 28 AVRIL 2022

L'an **deux mille vingt-deux**, le **28** du mois d'**Avril** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents :

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Gérard **FRAU**,
M. Vincent **GOYET**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**

Excusée avec pouvoir :

Mme Nathalie **LEFEBVRE**- Pouvoir donné à M. Gaby **CHARROUX**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales
M. Laurent **BELSOLA** a été désigné **secrétaire de séance**

1. N°2022-016-Convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la Fédération Française de Randonnée des Bouches du Rhône FFR, l'association Relais Amical du Golfe de Fos et l'association Randonnées et Ski de Découverte de Martigues RSD relative à la surveillance, le petit entretien courant et le balisage d'itinéraires de randonnée pédestre

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la Fédération Française de Randonnée des Bouches du Rhône FFR, l'association Sport Loisirs Culture Randonnée SLC et l'association Randonnées et Ski de Découverte de Martigues RSD se sont engagés depuis 2018 dans une politique concertée et durable de développement et de promotion de 17 itinéraires de randonnée pédestre, afin de favoriser la découverte des sites naturels et des paysages en développant la pratique de la randonnée pédestre.

Les itinéraires ont été sélectionnés d'un commun accord par le Pays de Martigues, les communes de Martigues, Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts, la FFR, l'Association Relais Amical du golfe de Fos et l'Association RSD.

1. Boucle territoriale 1, « Entre mer et étangs », 37 km dont 10 km sur la commune de Martigues, 13 km sur celle de Port de Bouc et 14 km sur Saint Mitre les Remparts
2. Tronçon Martégal de la boucle territoriale 2, « La Côte Bleue », 16 km
3. Boucle locale 1 Martigues « Figuerolles », 6 km
4. Boucle locale 2 Martigues « Le Cap Couronne », 24 km
5. Boucle locale 3 Martigues « Les vestiges militaires », 10 km
6. Boucle locale 4 Martigues « Les carrières de pierre de la Couronne », 12 km
7. Boucle locale 5 Martigues « La boucle botanique de la plaine de Carro », 4 km
8. Boucle locale 6 Martigues « Boumandariel », 5,5 km
9. Boucle locale 1 Port de Bouc « Pourra Engrenier », 8 km
10. Boucle locale 2 Port de Bouc « La Presqu'île », 4 km
11. Boucle locale 1 Saint Mitre les Remparts « Cadéraou », 13 km

12. Boucle locale 2 Saint Mitre les Remparts « Crépon Rocalèdes », 6 km
13. Boucle locale 3 Saint Mitre les Remparts « Saint-Blaise », 8 km
14. Boucle locale 4 Saint Mitre les Remparts « Tours Gros », 6 km
15. Boucle locale 7 Martigues « des Cépages », 4 km
16. Boucle locale 8 Martigues « Panoramique », 11 km
17. Boucle locale 9 Martigues « la Venise Provençale », 19 km

L'ensemble des boucles représente une longueur totale estimée de 193 km 500.

Le Pays de Martigues prendra en charge la surveillance, le petit entretien courant et le balisage de ces 17 itinéraires réalisés par la Fédération Française de Randonnée des Bouches du Rhône, l'Association Relais Amical du golfe de Fos et l'Association RSD

Le budget annuel pour la surveillance, le petit entretien courant et le balisage des 17 itinéraires est pour l'année 2022 de 3 853 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA-067-10939/21/CM du 16/12/2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour valoriser le territoire du Pays de Martigues il est important de conduire une politique de promotion de nos itinéraires de randonnées.
- Que ces itinéraires naturels et urbains sont des atouts pour l'attractivité de notre territoire.

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention relative à la surveillance, le petit entretien courant et le balisage d'itinéraires de randonnée pédestre entre le Pays de Martigues et la Fédération Française de Randonnée des Bouches du Rhône FFR, l'association Relais Amical du golfe de Fos et l'association Randonnées et Ski de Découverte de Martigues RSD.

Article 2 :

Le budget annuel pour la surveillance, le petit entretien courant et le balisage des 17 itinéraires, ci-dessus, est de 3 853 € TTC pour l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la métropole d'Aix-Marseille Provence – Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol G510 - Nature 6228 - Fonction 76.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

2. N°2022-017-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'Association La Réplique au titre de l'exercice 2022

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement et la structuration de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans

l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, tous deux en cours de renouvellement.

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, dont les comédiens.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création, la Métropole Aix Marseille Provence ainsi que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entendent établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine et souhaitent encourager les initiatives fédératrices.

L'association La Réplique est un collectif de 350 comédiens professionnels questionnant leur art, les modalités et les enjeux de leur métier. Ce sont les membres qui animent et font vivre ce collectif sur le principe de l'économie sociale et solidaire, avec l'appui de 4 salariés.

L'activité de La Réplique est organisée en trois pôles :

- Un Pôle Recherche composé de temps d'exploration artistique, en-dehors de tout objectif de résultat, privilégiant la tentative, le partage et la curiosité.
- Un Pôle Formation qui permet aux professionnels du secteur de transmettre la spécificité de leur propre pratique à d'autres artistes, de mutualiser les compétences, de favoriser l'insertion dans l'emploi, de lutter contre l'exclusion des comédiens et de sécuriser les parcours professionnels.
- Un Pôle Réseaux Professionnels qui offre aux adhérents des outils fédérateurs et une visibilité lors d'événements ou au travers de l'annuaire numérique des comédiens. L'association publie aussi une newsletter bimensuelle adressée à 4 200 professionnels.

L'enjeu pour La Réplique est de proposer davantage de temps de travail sur le jeu face caméra et la préparation aux castings, d'entraîner les comédiens, de décroquer l'accès au métier et de permettre leur visibilité et la construction d'une identité professionnelle grâce à des outils de promotion adaptés. L'objectif est de renforcer le recrutement local lors de tournage sur le Territoire par une montée en compétence des comédiens.

En 2021, La Réplique a développé le « Pôle Casting » afin de permettre aux comédiens du Territoire d'être davantage visibles, entraînés/formés et prêts à tourner. Avec le projet « Les Pépites », l'association entend

identifier les jeunes talents du territoire et veiller à leur professionnalisation.

Tous les outils développés par La Réplique sont nécessaires au développement de la filière et à sa valorisation auprès des professionnels et la population. L'action soutenue en 2021 a permis d'organiser 3 journées de training casting à Aix-en-Provence, Martigues et Marseille. La formation intensive délivrée par un directeur de casting a permis à 8 jeunes pour chaque session de se préparer aux castings et de monter en compétence, tout en développant leur réseau.

L'association souhaite renouveler son action et l'intensifier et sollicite en conséquence pour la seconde fois l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossiers MGDIS N° 835.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association La Réplique une subvention d'un montant de 5 000 €.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin 2023, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-067-10939/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'Association La Réplique d'un montant de 5 000 € au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

ADOpte A L'UNANIMITE

3. N°2022-018-Attribution d'une aide financière à la société 24 25 Films pour la production d'un long métrage de fiction

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un studio de production virtuelle (The Next Stage), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du

soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide de 150 000 euros obtenue de la Région par délibération n° 21-485 du 28 octobre 2021, une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la société 24 25 Films pour la production du long métrage de fiction Visions.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la préparation du tournage du film ayant commencée.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la société 24 25 Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société 24 25 Films sera imputé au budget de l'Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues

2022, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 21-485 du 28 octobre 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 150 000 euros à la société 24 25 Films pour la production du long métrage de fiction Visions ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par 24 25 Films le 28 février 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte

tenu des compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de la Métropole, poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;

- Que la société 24 25 Films a sollicité une aide financière de la Région et du Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long métrage de fiction Visions ;
- Que pour ce projet, la société 24 25 Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 150 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence et la société 24 25 Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros) à 24 25 Films pour la production du long métrage de fiction Visions.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et la société 24 25 Films pour la production du long métrage de fiction Visions.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2022, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

4. N°2022-019-Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'attribution d'aide conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Comic Strip Production

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2021-015 du Conseil de Territoire du 26 mai 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'attribution d'une aide financière de 20 000 euros à la société Comic Strip Production pour la production du long-métrage de fiction Mastemah, ainsi que la convention d'attribution de l'aide.

Cette convention vient préciser notamment, à l'article 5, les engagements du bénéficiaire de l'aide. Parmi ces engagements, il est prévu que le montant des dépenses exigibles sur le territoire du Pays de Martigues corresponde à 150 % minimum du montant de la subvention attribuée par la Métropole (dans la limite de 80 % du budget global de production). Il est précisé que si ce montant n'est pas atteint, le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses réelles justifiées engagées sur le territoire du Pays de Martigues, et que la subvention, ou son solde, fera l'objet d'un versement conforme à ce prorata, voire d'un reversement au profit de la Métropole en cas de trop perçu.

Aujourd'hui, l'arrêté des comptes de production permet de recenser 3 332 euros dépensés sur le territoire du Pays de Martigues (soit plus de 15 % du montant de la subvention attribuée par la Métropole) et plus de 633 000 euros sur le territoire de la Métropole.

Pour autant, le non-respect de cet engagement par la société bénéficiaire n'est pas de son fait et s'explique contextuellement, en raison notamment de la pandémie, mais surtout de la surcharge de travail en cette période de la société de post-production qui devait assurer la prestation et ne pouvait plus livrer dans les temps. La production a ainsi privilégié de contractualiser avec une nouvelle société de post-production installée sur le territoire de la Métropole.

Face à cette situation de fait, et conformément à l'article 9 de la convention initiale, il est proposé, dans le cadre d'un avenant n°1, de modifier l'article 5 sur la partie relative aux dépenses exigibles sur le territoire de la Métropole et du territoire du Pays de Martigues comme suit :

« Le montant des dépenses exigibles sur le territoire de la Métropole correspondra à 150 % minimum, dont 15 % minimum sur le territoire

du Pays de Martigues, du montant de la subvention attribuée par la Métropole (dans la limite de 80 % du budget global de production), tel qu'il est mentionné à l'article 4.2 de la présente. Si ces montants ne sont pas atteints, le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses réelles justifiées engagées sur le territoire de la Métropole. La subvention, ou son solde, fera l'objet d'un versement conforme à ce prorata, voire d'un reversement au profit de la Métropole en cas de trop perçu. »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° 2021-015 du Conseil de Territoire du 26 mai 2021 approuvant l'attribution d'une aide financière à la société Comic Strip Production pour la production du long-métrage de fiction Mastemah et approuvant la convention d'attribution d'aide ;
- La convention d'attribution d'aide conclue entre la Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la société Comic Strip Production ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° 2021-015 du Conseil de Territoire du 26 mai 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'attribution d'une aide financière de 20 000 euros à la société Comic Strip Production pour la production du long-métrage de fiction

Mastemah, ainsi que la convention d'attribution de l'aide ;

- Que parmi les engagements du bénéficiaire de l'aide définis à l'article 5 de la convention initiale, il est prévu que le montant des dépenses exigibles sur le territoire du Pays de Martigues corresponde à 150 % minimum du montant de la subvention attribuée par la Métropole (dans la limite de 80 % du budget global de production).
- Qu'il est précisé que si ce montant n'est pas atteint, le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses réelles justifiées engagées sur le territoire du Pays de Martigues, et que la subvention, ou son solde, fera l'objet d'un versement conforme à ce prorata, voire d'un reversement au profit de la Métropole en cas de trop perçu.
- Que l'arrêté des comptes de production permet de recenser 3 332 euros dépensés par la société bénéficiaire sur le territoire du Pays de Martigues (soit plus de 15 % du montant de la subvention attribuée par la Métropole) et plus de 363 000 euros sur le territoire de la Métropole ;
- Que pour autant, le non-respect de cet engagement par la société bénéficiaire s'explique contextuellement, en raison de l'épisode pandémique, et la contrainte du prestataire du territoire d'assurer les délais de livraison ;
- Que face à cette situation de fait, et conformément à l'article 9 de la convention initiale, il est proposé, dans le cadre d'un avenant n°1, de modifier l'article 5 sur la partie relative aux dépenses exigibles sur le territoire de la Métropole et du Territoire du Pays de Martigues.
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 ci-annexé ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'attribution d'une aide financière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Comic Strip Production.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République reprises par l'Article L.5218-7 du Code CGCT, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi, par courrier, le Conseil de Territoire pour avis sur les rapports listés ci-dessous :

Finances, Budget, Patrimoine et administration générale

1. Avis n°2022-009-Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2022

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M49. La décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du budget et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses et recettes en sections d'investissement sur le Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille Provence Régie d'assainissement du Pays de Martigues, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n°1 suivante :

Budget Assainissement pour un montant de : 120 000 euros HT. Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

Recettes d'investissement :

- Chapitre 13 Subventions d'investissement : 120 000 euros HT.

Dépenses d'investissement :

- Dépenses d'équipement opération 2017 600 400 pour un montant de 120 000 euros HT.

Budget Eau pour un montant de : 55 972,62 euros HT. Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

Recettes d'investissement :

- Chapitre 13 Subvention d'investissement : 37 500 euros HT.

- Chapitre 041 Opérations patrimoniales : 18 472,62 euros HT.

Dépenses d'investissement :

- Dépenses d'équipement opération 2017 60 7000 pour un montant de 12 000 euros HT. Dépenses d'équipement opération 2017 60 8000 pour un montant de 25 000 euros HT.
- Dépenses d'équipement opération 2017 60 9000 pour un montant de 500 euros HT.
- Chapitre 041 Opérations patrimoniales : 18 472,62 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Budget Primitif de l'exercice 2022 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2021 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation de la Décision Modificative 2022 n°1 des budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues Eau et Assainissement, telle que proposée ci-dessus.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Stratégie et développement économique, entreprises, commerce, relance

2. Avis n°2022-010-Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et approbation d'une convention

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) est une association, reconnue d'utilité publique, qui apporte un accompagnement technique et financier permettant à des personnes n'ayant pas accès aux crédits bancaires (notamment demandeurs d'emplois, allocataires des minimas sociaux, soit en situation de précarité sociale et financière), de pouvoir réaliser leurs projets de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi via des micro-crédits et des prêts d'honneur.

L'ADIE agit sur deux volets :

- La création d'entreprises
 - L'accompagnement des micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité
 - Le micro-crédit professionnel qui consiste à financer les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux, à travers le microcrédit (jusqu'à 10 000€ de prêt)
- La création ou le maintien de l'emploi salarié
 - Le microcrédit personnel pour l'emploi qui consiste à favoriser la recherche ou le maintien de l'emploi (par exemple financer l'achat ou la

réparation d'un véhicule, financer une formation etc... (jusqu'à 5 000€ de prêt)

- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, en 2021, 503 porteurs de projet dont 402 pour un projet d'entreprise et 101 pour un projet d'emploi salarié.

Le bilan intermédiaire 2021, est ainsi ventilé par Conseil de Territoire (CT) :

Répartition des personnes financées au 30/09/2020 par conseil de territoire



De plus, face à la crise sanitaire, les équipes de l'ADIE (comme en 2020) ont réalisé de très nombreuses actions d'accompagnement spécifique permettant aux entrepreneurs :

- D'évaluer leur situation et de mettre en place les services et modalités financières adaptés à leur entreprise
- D'être informé sur les différents dispositifs d'aides qui ont perduré en 2021 et sur les démarches à réaliser pour en bénéficier
- Bénéficier d'un diagnostic de situation pour évaluer les besoins techniques et financiers liés à la relance des activités

En 2021, 1118 entrepreneurs résidant sur le territoire métropolitain ont été accueillis en rendez-vous.

Perspectives pour 2022 :

Pour 2022, la raison d'être de l'ADIE sera réaffirmée : Donner accès à l'entrepreneuriat et à l'emploi, par le microcrédit et l'accompagnement, à tous ceux dont les projets n'ont pas accès au crédit bancaire.

Ainsi durant cette année le plan métropolitain d'actions s'articulera autour des axes suivants :

1-Répondre et accompagner la dynamique de création d'entreprises très marquée en 2021 et qui restera vraisemblablement à un haut niveau en 2022, en poursuivant le déploiement de leur

offre pour en faire bénéficier le plus grand nombre de personnes, et contribuer à pérenniser les activités soutenues.

2-Sécuriser l'activité des entrepreneurs par un accompagnement technique et financier renforcé

3- Diversifier les partenariats et mieux qualifier les premiers contacts grâce à un travail qualitatif auprès de nos partenaires techniques et prescripteurs.

Concrètement les actions de l'ADIE en 2022 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence porteront sur :

- Une présence des équipes de l'ADIE dans les conseils de territoires (antennes et permanences).
- Le déploiement d'actions spécifiques pour toucher plus particulièrement le public pouvant bénéficier de l'inclusion par le Travail Indépendant (jeunes, résidents des quartiers prioritaires, bénéficiaires de minima sociaux).
- Le maintien de nos relations avec nos partenaires techniques et prescripteurs
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs
- La promotion de leur offre de services à destination des personnes dont les projets d'emploi ne sont pas financés par les banques

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Il s'agira donc de veiller pour 2022 à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

L'association souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N°225 – 701 – 702 – 703 – 704 -705.

Après instruction, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 65 000 euros au titre de l'année 2022 décomposée comme suit :

Métropole Aix-Marseille-Provence (CT1): 40 000 euros

o Territoire du Pays d'Aix (CT2) : 10 000 euros

oTerritoire du Pays Salonais (CT3) : 2 000 euros

oTerritoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4) : 5 000 euros

o Territoire Ouest Provence (CT5) : 3000 euros

o Territoire du Pays de Martigues (CT6) : 5 000 euros

La participation financière de la Métropole représentant 2,95% du coût total du budget prévisionnel global de l'association d'un montant de 2 198 300 euros pour 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur le plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une convention d'abondement au fond de prêt d'honneur de l'ADIE sous forme d'avance remboursable ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Emet un avis favorable sur l'approbation d'une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 65 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2022.

La subvention sera répartie ainsi :

Métropole Aix-Marseille-Provence (CT1) : 40 000 euros
 o Territoire du Pays d'Aix (CT2) : 10 000 euros
 o Territoire du Pays Salonais (CT3) : 2 000 euros
 o Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4) : 5 000 euros
 o Territoire Ouest Provence (CT5) : 3 000 euros
 o Territoire du Pays de Martigues (CT6) : 5 000 euros

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention.

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 au Budget Principal de la Métropole et aux Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – nature 65748 – fonction 61.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE

3. Avis n°2022-011-Attribution d'une subvention à l'association "COSENS" - Approbation d'une convention d'objectifs

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

« COSENS » est une couveuse d'entreprises créée et développée en 1998 par des entrepreneurs marseillais. Elle développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse « COSENS » permet aux porteurs de projet de création d'entreprise de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sur

le Territoire du Pays de Martigues et sur le Territoire de Marseille-Provence.

En complémentarité de la couveuse, « COSENS » dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

Pour les actions menées par « COSENS » en faveur des créateurs d'entreprises, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 30 000 €, représentant 8,58 % du budget prévisionnel 2022 d'un montant de 349 798 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;
- 8 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4)
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

N°	Association	Territoire	Budget prévisionnel Actions 2022	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
0000094	COSENS	CT2 - Pays d'Aix	349 798 €	20 000 €	15 000 €	OUI
0000095		CT3 - Pays Salonais		10 000 €	2 000 €	
0000096		CT4 - Pays d'Aubagne et de l'Etoile		10 000 €	8 000 €	
0000097		CT 6 - Pays de Martigues		10 000 €	5 000 €	
TOTAL				30 000 €		

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront comme suit:

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la convention.

L'association a quant à elle, pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- Un compte rendu financier final signé par le Président et le Trésorier ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- Le rapport d'activité des actions subventionnées ;
- Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a décidé d'attribuer à l'association « COSENS », une subvention de 38 000 € au titre de l'exercice 2022 pour l'action « ESPACE TEST AGRICOLE » par délibération du Conseil de Territoire du 3 mars 2022 – GU 00000116.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Emet un avis favorable sur l'approbation à l'association « COSENS » d'une subvention de 30 000 € au titre de l'exercice 2022. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 15 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;
- 8 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4) ;
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs à conclure avec l'association « COSENS.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Transports, Mobilité durable

4. Avis n°2022-012-Approbation d'une convention de mandat avec la RDT13 pour la conduite d'études complémentaires nécessaires au déploiement d'un service de proximité de Fret Ferroviaire

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a lancé depuis 2017 des réflexions pour la création d'un Service Public de Fret Ferroviaire (SPFF). Ce projet a pour objectif de massifier les flux de marchandises sur les courtes distances pour limiter la pollution et la congestion.

Il permettra d'opérer un report modal de la route vers les réseaux ferrés d'une partie des flottes des transporteurs de marchandises. Ce projet participe à l'ambition d'une meilleure cohérence entre transport et développement urbain inscrite depuis 2017 dans l'Agenda de la Mobilité et dans le Plan de Mobilité. Il doit avoir pour conséquence de réduire le niveau des émissions polluantes liées à l'activité de transport logistique.

Les études techniques économiques et commerciales conduites en 2019 ont permis de dimensionner le service selon les caractéristiques suivantes :

Proposer quatre navettes ferroviaires régulières entre les sites suivants :

Fos-Saint Martin de Crau avec 2 trains AR/jour
Fos-Clesud avec 2 trains AR/jour
Fos/Arles – Gardanne avec 1 train AR/jour
Miramas-Marseille avec 2 trains AR/jour

Il est envisagé que ce service propose à terme, 22 trains / jours, pour un volume de 1880 EVP / jour transportés.

Ce qui représente par ligne :

Axe Fos-Saint Martin de Crau = 500 EVP/ jour (containers)
Axe Fos-Miramas (Clesud) = 500 EVP/ jour (Grande distribution : ameublement, équipement à la personne)
Axe Fos/Arles – Gardanne = 430 EVP/ jour (containers/ flux industriels bois,.....)
Axe Miramas/Marseille = 450 EVP/ jour (Grande distribution : ameublement, équipement à la personne, alimentaire)

L'article L. 1231-1 du Code des Transports dispose que les autorités organisatrices sont compétentes pour : « 3° Organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement. »

Afin de s'assurer du bienfondé de son intervention, la Métropole a ainsi procédé à un sourcing auprès des entreprises ferroviaires, en mai 2021.

Il ressort globalement, qu'en dehors de quelques projets ponctuels portés par l'initiative privée, la plupart des segments visés par le projet de SPFF ne sont à ce jour, pas réellement investis en propre par les opérateurs du secteur.

En tout état de cause, au regard des critères identifiés pour juger de la carence de l'initiative privée, il apparaît assez clairement que les projets recensés ne semblent pas couvrir les besoins exprimés par la Métropole tant qualitativement que quantitativement. Quantitativement, il n'est proposé par les opérateurs que quelques trains par semaine, alors que le projet de SPFF prévoit à minima 7 trains/jours, et à terme 22 trains/jour. Ces chiffres, qui sont largement au-dessus de l'offre existante, permettraient de proposer une réponse pertinente aux problématiques de congestion urbaine.

Pour expliquer cela, l'une des raisons évoquées est la forte compétitivité du transport

roulier de marchandise en termes de coûts comparativement au transport ferroviaire.

Ce sourcing a également permis de mettre en avant le besoin de conduire une démarche de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur afin :

- De vérifier la prise en compte des activités existantes avec le périmètre du SPFF et ne pas les concurrencer ;
- D'étudier les axes de coopérations avec les entreprises ferroviaires intéressées.

Par ailleurs, afin de préciser l'organisation du futur service public de fret ferroviaire, il est nécessaire de conduire plusieurs études portant notamment sur :

- Un plan de transport sillons ;
- Une étude juridique et appui fiscal et financier ;
- Une étude relative aux infrastructures et plateformes logistiques localisées à Marseille, Saint-Martin-de-Crau et Miramas ;
- Une étude d'exploitation ferroviaire en articulation avec la logistique urbaine ;
- Une étude d'exploitation ferroviaire en articulation avec le trafic longue distance ; -
- Une étude de marchés pour les lignes 1 à 4 ;
- Une étude sur le matériel roulant.

Au regard de la complexité du sujet, il convient également de dédier une équipe chargée du développement et de la commercialisation du projet.

La RDT13 étant déjà opérateur ferroviaire de proximité avec un haut niveau d'expertise sur les questions ferroviaires, elle est en capacité de conduire l'ensemble de ces études pour le compte de la Métropole, comme le prévoit le contrat d'obligation de service publique.

Le mandat avec la RDT13 charge la RDT13 de solliciter au nom et pour le compte de la Métropole des financements auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Si le projet est retenu par ce fond, le mandataire sera en charge de conduire les études nécessaires. Le mandant vise ainsi à contractualiser les engagements des parties concernant la conduite de ces études. Il précise entre autre la liste des études nécessaires, la démarche de concertation à engager et les modalités de validation du comité de pilotage créé à cet effet.

Les études et le personnel nécessaires pourront être financés par le Fond ELENA mis en place par la Banque Européenne d'Investissements.

En effet, le fond ELENA appuie notamment les projets innovants liés aux transports et à la mobilité dans les zones urbaines qui permettent de réaliser des économies d'énergie et de réduire les émissions.

Les projets admissibles couvrent les investissements promouvant l'introduction à grande échelle de nouveaux modes de transport plus économes en énergie. Ces derniers, dans les zones urbaines, peuvent revêtir de nombreuses formes, comme par exemple : mobilité partagée, logistique urbaine, systèmes de transport intelligents, infrastructures urbaines.

Ce programme vise à financer aussi bien les études techniques que les postes nécessaires au déploiement de projet à hauteur de 90%.

Ainsi, sur les 2.656 millions d'euros nécessaires au développement du projet, 2,48 millions d'euros pourraient être financés par le fonds ELENA.

La RDT13 sollicitera directement la banque Européenne d'Investissements, sachant que la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme précisé dans la convention de mandat, s'engage à financer 10% des dépenses engagées par la RDT13 plafonnées à 263 600 €.

Pour l'exercice de sa mission, la RDT13 percevra une rémunération forfaitaire de 5 000 € HT, soit un montant total pour la Métropole de 268 600 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
 - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
 - La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° MOB 016-9286/20/CM du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 de présentation du projet de fret ferroviaire métropolitain - Prise en

considération du résultat des études et sollicitation de cofinancements pour poursuivre le projet ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sujet régulièrement à des dépassements des seuils de pollution qui affectent la santé et le cadre de vie de ses habitants
- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est marqué par une pollution atmosphérique notamment de dioxyde d'azote ;
- Que la principale source de pollution au dioxyde d'azote est le secteur des transports routiers
- Que l'offre de fret ferroviaire sur de courtes distances n'est pas développée au regard de son manque de compétitivité structurelle par rapport au mode routier ;
- Que l'Etat souhaite redynamiser le secteur du fret ferroviaire, notamment dans le cadre du plan de relance ;
- La compétence de la Métropole en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité ;
- La possibilité ouverte par la loi pour la Métropole « d'organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement » ;
- Les conclusions de l'étude technique, économique et commerciale pour la création d'un Service Public de Fret Ferroviaire (2019) ;
- Les conclusions du sourcing réalisé auprès des entreprises ferroviaires en date du 27 mai 2021 ;

- Les besoins nécessaires en études complémentaires et en financement de ces études ;
- La possibilité de recourir au fond ELENA de la Banque Européenne d'Investissements.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention de mandat confiant les études complémentaires à la RDT13 pour la mise en œuvre d'un service de proximité du fret.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe des Transports 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Chapitre 65 nature budgétaire 6574 sous politique C360 pour un montant de 280 600 euros.

Emet un avis favorable sur l'approbation à déposer une demande de subvention par la RDT13 auprès de la Banque Européenne d'Investissements via le programme ELENA.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

5. Avis n°2022-013-Approbation de l'avenant N° 1 à la convention de cofinancement entre L'État, La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation des études, acquisitions foncières et travaux du contournement de Martigues – Port-de-Bouc - Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La desserte depuis la région marseillaise et le grand Sud-Est de la ZIP de Fos-sur-Mer et des bassins Ouest du Grand Port Maritime de Marseille est actuellement assurée par l'itinéraire A55 – RN 568.

Entre l'échangeur « Martigues Nord » sur l'A55 et le secteur des Salins à Fos-sur-Mer, cet axe, qui supporte un trafic très important (de l'ordre de 50.000 véhicules par jour – TMJA), traverse des zones urbaines denses en générant des risques et des nuisances conséquents pour les populations riveraines, tout en constituant une coupure urbaine très pénalisante pour le fonctionnement et le développement des villes.

Les projets de développement attendus sur le secteur de l'Ouest de l'Étang de Berre, nonobstant la réalisation des objectifs de report modal liés au Grenelle de l'Environnement, conduiront à une augmentation du besoin de transport par la route sur cet itinéraire et donc à

l'aggravation d'une situation aujourd'hui déjà difficilement supportable.

C'est pourquoi depuis les années 2000 le projet de contournement des zones urbaines de Martigues et de Port-de-Bouc sur la RN 568 a été remis à l'étude. Au terme d'une phase d'études, le projet a été soumis à l'avis du public dans le cadre d'une concertation publique L300-2 du Code de l'Urbanisme, conduite du 14 janvier au 14 février 2012. A la suite, les études préalables ont pu être finalisées, ce qui a permis de conduire l'enquête publique préalable à la DUP du 20 janvier au 08 mars 2016 et d'obtenir l'arrêté de DUP en date du 1er février 2017.

L'opération consiste à réaliser une section neuve d'environ 7 km, à 2x2 voies au nord des zones urbaines de Martigues et de Port-de-Bouc, entre le vallon du Pauvre Homme à Martigues et le secteur des Salins à Fos-sur-Mer. L'enveloppe prévisionnelle plafond du projet a été fixée à 145 M d'euros TTC valeur 2015.

Sur la période 2015-2020, le contrat de plan Etat-Région avait réservé une enveloppe de 67,85 M€ financés comme suit :

- État : 50,00 M€
- Région : 9,75 M€
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 4,05 M€
- Grand Port Maritime de Marseille : 4,05 M€

Ce montant et la répartition des financements avaient fait l'objet d'une convention de cofinancement entre l'ensemble des financeurs, délibérée en Bureau de la Métropole le 13 juillet 2017 sous le n° VOI 013-2248.

Cette enveloppe a été modifiée par l'avenant n°8 au contrat de plan Etat-Région du 17 novembre 2021. Sur la période 2015-2022, le contrat de plan État-Région prévoit désormais une enveloppe de 17,486 M€, financés comme suit :

- État : 13,326 M€
- Région : 2 M€
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 1,080 M€
- Grand Port Maritime de Marseille : 1,080 M€

Le calendrier prévisionnel de l'opération couvre la période 2022-2023. Sur la période 2022-2023, l'échéancier indicatif de la mise en recouvrement des participations de chacun des partenaires sous forme de fonds de concours est le suivant :

en millions d'Euros à valeur 2015

Partenaire	2022	2023	Total
État	4,790	8,536	13,326
Région	0,934	1,066	2,000
Métropole AMP	0,388	0,692	1,080
GPMM (*)	0,388	0,692	1,080
Total	6,500	10,986	17,486

La mobilisation des financements nécessaires à la poursuite des travaux au-delà de cette enveloppe contractualisée sur la période 2015-2022 nécessitera une nouvelle contractualisation entre les partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ce projet de contournement est inscrit dans les documents d'urbanisme des communes de Martigues et Port-de-Bouc depuis plus de trente ans.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant N°1 à la convention de cofinancement, entre l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation des études, des acquisitions foncières et des travaux du contournement de Martigues – Port-de-Bouc, pour un montant de 17.486 millions d'euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues participera à hauteur de 1 080 000 euros, les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 et suivants de la Métropole Aix-

Marseille-Provence – État spécial du Territoire du Pays de Martigues – opération N°2016612100.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohésion sociale, Habitat, Logement

6. Avis n°2022-014-Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de leur compétence en matière d'emploi, formation et insertion, les territoires du Pays de Martigues et d'Aix fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, ont soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement de leurs Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi.

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la DDEETS Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2021-2027 Emploi et Inclusion au titre de la priorité 1.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion

économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics du plan local pour l'insertion et l'emploi),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi constituent un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ont pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 219 212 euros HT dont 86 295 euros HT de subvention de la part de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES PLIE DU PAYS D'AIX Le Développement des relations entreprises La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics			TAUX	MONTANT			
Financement externe							
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE du Pays d'Aix)			7.09%	10 000 euros			
Direccte FSE « PLIE DU PAYS D'AIX »			-%	- euros			
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS D'AIX »			37.76%	53 250 euros			
Autofinancement							
Métropole Aix-Marseille-Provence			55.14 %	77 750 euros			
TOTAL			100%	141 000 euros			
<table><tr><td>ORGANISMES PLIE DU PAYS DE MARTIGUES Le Développement des relations entreprises La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics</td><td>TAUX</td><td>MONTANT</td></tr></table>					ORGANISMES PLIE DU PAYS DE MARTIGUES Le Développement des relations entreprises La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics	TAUX	MONTANT
ORGANISMES PLIE DU PAYS DE MARTIGUES Le Développement des relations entreprises La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics	TAUX	MONTANT					
Financement externe							
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE DU PAYS DE MARTIGUES)		19.2%			15 000 euros		
Direccte FSE « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »		38.5 %			30 076 euros		
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »		42.3 %			33 045 euros		
Autofinancement							
Métropole Aix-Marseille-Provence		/			/		
TOTAL		100 %			78 121 euros		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Emploi, Formation Professionnelle Insertion de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Emet un avis favorable sur la sollicitation à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 86.295€, réparti à hauteur de 33 045 € pour le PLIE Pays de Martigues et 53.250 € pour le PLIE du Pays d'Aix.

La recette correspondante est constatée en section de fonctionnement sur le budget Principal 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 7472 - Fonction 65 - Sous politique E120 Code gestionnaire DSFCT6.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

7. Avis n°2022-015-Avis de la Métropole Aix Marseille Provence sur le projet de Schéma Départemental des aires d'accueil des gens du voyage (2021-2026).

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La politique d'accueil des gens du voyage vise à assurer le droit à un habitat adapté, respectueux de la libre circulation des personnes et de la propriété privée, dans un rapport équilibré des droits et des devoirs de chacun.

À cette fin, la loi du 5 juillet 2000 modifiée, prévoit dans chaque département l'élaboration conjointe d'un schéma d'accueil des gens du voyage par l'État et le Conseil départemental, qui doit prévoir le nombre, la localisation et la

capacité des aires et terrains à créer par les établissements publics de coopération intercommunale compétents, ainsi que les interventions sociales nécessaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement, d'Entretien et de Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages :

- Depuis le 1^{er} janvier 2016 pour 3 Conseils de Territoire (Le Conseil de Territoire Marseille Provence, Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile).
- Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'intégralité de la Métropole.

La procédure

La révision du Schéma Départemental, procédure réglementaire, doit être réalisée à minima tous les 6 ans conformément à la loi du 5 juillet 2000. Le schéma départemental des Bouches-du-Rhône, actuellement en vigueur a été publié le 10 janvier 2012 et a fait l'objet d'un avenant (4/11/2016) pour prendre en compte la création de la Métropole et ses compétences en la matière.

Une procédure de révision a été initiée en 2018 par les services de l'Etat dans une perspective d'approbation du nouveau document second trimestre 2020 mais elle a pris du retard.

Ainsi, la phase « Diagnostic » a été présentée dans chaque chef-lieu d'arrondissement en octobre 2019 et la phase avant-projet en décembre 2020.

Plusieurs réunions techniques ont été organisées et ont permis d'avoir des échanges sur la cohérence des prescriptions d'aires permanentes d'accueil et avec une attention particulière sur les perspectives du maillage du territoire.

Des différents débats ont été dégagés plusieurs axes :

- Nécessité d'un nouveau Schéma Départemental réellement adossé aux besoins du territoire ;
- Réflexion sur le regroupement des communes en matière d'obligation ;
- Réflexion nécessaire sur la problématique des aires de grand passage ;
- Positionnement des terrains familiaux dans une problématique de parcours résidentiel

La Métropole a confirmé par courrier en date du 16 octobre 2020, la pertinence des regroupements et a proposé d'intégrer des études foncières sectorielles dans le Schéma.

Enfin, par courrier l'Etat et le Conseil Départemental ont saisi officiellement la

Métropole Aix Marseille Provence pour prononcer un avis – simple - sur le nouveau Schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage (2021-2026) avant présentation finale à la commission consultative des gens du voyage et son approbation fin 2022.

Le nouveau Schéma départemental et avis

Ce document stratégique se compose de plusieurs volets :

- contexte et axes de réflexion de la révision du Schéma
- bilan du schéma
- orientation stratégiques
- prescriptions
- gouvernance et animation du schéma

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage prévoit que « les communes de plus de 5 000 habitants figurent obligatoirement au schéma départemental ».

Le nombre de communes du nouveau Schéma a été porté à 68, en raison de l'augmentation de la population de quatre communes des Bouches-du-Rhône (Le Rove, Peyrolles-en-Provence, Cuges-les-Pins et Ventabren) et deux communes de départements voisins (Saint-Zacharie commune du Var et Pertuis commune de Vaucluse).

Le décret 2019-1478 du 26 décembre 2019 est venu préciser les caractéristiques techniques et spatiales des aires permanentes d'accueil et des terrains familiaux et notamment l'unité de gestion (emplacement) des aires d'accueil constituée aujourd'hui de deux places caravanes. Sur cette base le bilan des obligations inscrite au précédent schéma, sur le territoire métropolitain, est globalement à 50% en terme de capacité (places caravane) même si le nombre d'équipements attendu reste mitigé.

Sur les 4 terrains de grands passages prescrits, seul celui de la commune d'Istres est comptabilisé, le terrain d'Aix en Provence aménagé à cet effet a été fermé compte tenu des difficultés de gestion dus à des 'incivilités récurrentes.

Les orientations stratégiques sont développées en quatre axes :

- finaliser les réseaux des aires d'accueil pour répondre aux besoins du diagnostic,
- renforcer la démarche d'accueil et la coordination autour des grands passages,
- impulser et mettre en œuvre une politique d'habitat adapté (terrains familiaux) pour répondre aux situations d'ancrage,
- développer une politique d'action sociale adaptée aux besoins et mode de fonctionnement des gens du voyage (scolarisation, insertion, santé).

Les préconisations du nouveau schéma prévoient sur le territoire métropolitain :

- 2 terrains de grands passages supplémentaires d'une capacité de 100 caravanes chacun, sur une des communes des arrondissements de Marseille et d'Aix-en-Provence.

- des regroupements de communes pour la réalisation d'aires permanentes d'accueil et de terrains familiaux avec un objectif global en terme de capacité quasi identique au Schéma précédent. Dans chaque groupement une ou des communes sont ciblées pour la réalisation de ces équipements.

Des divers courriers des communes et échanges lors des présentations, ont émergés trois groupements posant des difficultés foncières, tout du moins sur le ou les communes désignées :

- groupement : Le Puy-Sainte-Réparate/Venelles/Pertuis/Peyrolles en Provence ;

- groupement : Martigues/Port de Bouc/saint Mitre les Remparts ;

- groupement : Aubagne/Gémenos/Auriol/Cuges les Pins/La Boulladisse/La Penne sur Huveaune/ Peypin/ Roquevaire.

Devant ce constat, le texte du document a intégré des assouplissements en permettant une localisation des futurs équipements autre que sur le ou les communes désignées, si des études foncières démontraient l'incapacité de ces communes à recevoir l'équipement avec la capacité définie ; on pourrait élargir des recherches sur les communes voisines dans le respect du groupement et des critères de localisation.

Toutefois la Métropole, conformément à son courrier du 16 octobre 2020, préconise, plutôt que de désigner préalablement des communes dans ces 3 groupements, de prescrire dans le schéma, des études foncières volontaristes sur ces secteurs.

Dans le volet social, les fiches « actions » préconisent :

- sur la thématique prévention santé :
 - la constitution d'un groupe de travail sur la thématique santé,
 - le développement et la mobilisation d'un réseau partenarial,
 - la poursuite et le développement des actions engagées sur les aires existantes,
- sur la thématique: scolarisation :
 - la poursuite de l'action engagée à travers le groupe scolarisation
 - le développement des conditions de scolarisation
 - le développement des modules d'accompagnement aux devoirs
- sur la thématique : insertion :

- la constitution d'un réseau d'acteurs autour de la démarche d'insertion sociale
- le développement de la connaissance de dispositifs et d'actions innovantes en matière d'insertion sociales des gens du voyage,
- la constitution d'un réseau d'accueil autour de l'insertion professionnelle des 16-25 ans et des adultes.

Quant à la gouvernance et l'animation, le nouveau Schéma Départemental intègre, outre les dispositifs existants telle que la commission départementale consultative des gens du voyage, un cadre volontariste pour l'animation avec des groupes de travail thématique et un référent dédié pour l'animation et le pilotage des différentes actions

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole d'émettre un avis sur le projet du schéma départemental 2021-2026 des aires d'accueil des gens du voyage.

Emet un avis défavorable au projet de Schéma Départemental des Gens du Voyage (2021-2026) sous réserve d'adaptation des sites identifiés pour la création d'aires permanentes d'accueil et terrains familiaux, en préconisant au préalable des études de faisabilité foncières et techniques.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS DÉFAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Patrimoine naturel, Agriculture, viticulture, ruralité

8. Avis n°2022-016-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plaine de Bonnieu »

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2006 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ultimes à Martigues par la Communauté d'Agglomération Ouest Etang de Berre, la plaine de Bonnieu a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection du biotope du 31 janvier 2018, sur un périmètre de 7.2 hectares. Cela correspond à une mesure de compensation environnementale liée à la destruction d'espèces végétales protégées, dans le cadre de la réalisation de l'installation de stockage de déchets.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays de Martigues s'étant depuis substituée à la Communauté d'Agglomération Ouest Etang de Berre, elle est responsable de la mise en œuvre d'un plan de gestion sur cet espace protégé. Située au sud de la commune de Martigues, à l'extrémité Ouest de la chaîne de la Nerthe et à proximité du rivage de la mer, la plaine de Bonnieu constitue une relique de l'ancien delta du Rhône et abrite une richesse floristique exceptionnelle, de portée nationale.

Il s'agit désormais pour la Métropole de mettre en œuvre le plan de gestion approuvé le 1er décembre 2021, pour une période de 5 ans, comportant notamment des travaux de mise en défens de certaines zones, des aménagements de canalisation du public, de réaménagement du parking, d'ouverture du milieu.

C'est pourquoi il est proposé la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative à la mise en œuvre du plan de gestion de la Plaine de Bonnieu. Le montant de l'opération s'élève à 105 000 € T.T.C..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite à l'arrêté préfectoral de protection du Biotope du site de la plaine de Bonnieu en date du 31 janvier 2018, il s'agit pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de mettre en œuvre les actions du plan de gestion de ce site approuvées le 1^{er} décembre 2021,
- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation pour un montant total de 105 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement relative à la mise en œuvre du plan de gestion de l'arrêté préfectoral de protection du biotope de la plaine de Bonnieu
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Plaine de Bonnieu » d'un montant de 105 000 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

CP 2022 : 30 000 € T.T.C.

CP 2023 : 30 000 € T.T.C.

CP 2024 : 15 000 € T.T.C.

CP 2025 et suivants : 30 000 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

9. Avis n°2022-017-Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan de massif des étangs »

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 065-3084 en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues. Parmi ces opérations, l'autorisation de programme n° 2016611100 relative au Plan

Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement de la Forestier des étangs a été créée pour un montant de 180 000 € T.T.C., comprenant de la maîtrise d'œuvre, des études techniques et des travaux.

Il est rappelé que plus de 300 hectares de forêt ont été brûlés sur le massif des étangs ainsi que des locaux d'activités lors de l'incendie d'août 2020.

Afin de poursuivre le programme de défense du massif des étangs pour les prochaines années, il est proposé une révision de l'opération pour un montant de 200 000 € T.T.C. soit un montant total de 380 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 065-3084 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et l'affectation pour un montant total de 380 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement n° 2016611100 relative au « plan de massif des étangs » ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2016611100 « PIDAF des étangs » d'un montant de 200 000 € T.T.C. portant le montant total à 380 000 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire

du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Mandaté antérieur : 106 269 € T.T.C.

CP 2022 : 60 000 € T.T.C.

CP 2023 : 70 000 € T.T.C.

CP 2024 : 70 000 € T.T.C.

CP 2025 et suivants : 73 731 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

10. Avis n°2022-018-Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Mise en sécurité des forêts contre les incendies »

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 065-3084 en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues. Parmi ces opérations, l'autorisation de programme n° 2016611200 relative la mise en sécurité des forêts contre les incendies a été créée pour un montant de 200 000 € T.T.C., comprenant de la maîtrise d'œuvre, des études techniques et des travaux.

Ce programme porte sur la mise en sécurité des forêts contre l'incendie et de restauration de terrains incendiés, hors opérations menées dans le cadre des plans de massif. Il est rappelé qu'en 2020, le Territoire du Pays de Martigues a subi des incendies qui ont détruit plus de 1 400 hectares de forêt.

Afin de poursuivre le programme de mise en sécurité des forêts pour les prochaines années, il est proposé de réviser l'opération pour un montant de 340 000 € T.T.C. soit un montant total de 540 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 065-3084 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et l'affectation pour un montant total de 540 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement n° 2016611200 relative à la « Mise en sécurité des forêts contre les incendies ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2016611200 « Mise en sécurité des forêts contre les incendies » d'un montant de 340 000 € T.T.C. portant le montant total à 540 000 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Mandaté antérieur : 199 256 € T.T.C.

CP 2022 : 100 000 € T.T.C.

CP 2023 : 120 000 € T.T.C.

CP 2024 : 120 744 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement

11. Avis n°2022-019-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « règlement local de publicité intercommunal du Pays de Martigues »

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de plan local d'urbanisme, ce qui emporte également la compétence relative à l'élaboration du règlement local de publicité.

En vertu de l'article L 132-12 du code de l'urbanisme, l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) sur le Territoire du Pays de Martigues a été prescrite par délibération n° URBA 012-8683/20/CM du 15 octobre 2020 du Conseil de Métropole.

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

- Préserver le cadre de vie des habitants en limitant la pollution visuelle pouvant résulter de l'affichage commercial
- Protéger et valoriser la qualité des paysages naturels et urbains patrimoniaux
- Valoriser la qualité urbaine et architecturale des centres villes et renforcer leur attractivité commerciale
- Préserver la qualité paysagère des entrées de ville et de territoire, première perception des visiteurs sur le territoire
- Améliorer la qualité paysagère des zones d'activités commerciales, artisanales et industrielles
- Assurer un traitement cohérent de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays de Martigues

L'élaboration du RLPi nécessite de faire appel à des bureaux d'études spécialisés pour la réalisation d'études et de prestations intellectuelles. C'est pourquoi il est proposé la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative au RLPi du Pays de Martigues. Le montant de l'opération s'élève à 65 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'élaboration du RLPi du Pays de Martigues a été prescrite par le Conseil de Métropole ;
- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation pour un montant total de 65 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement relative au règlement local de publicité intercommunal du Pays de Martigues ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « règlement local de publicité intercommunal du Pays de Martigues » d'un montant de 65 000 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

CP 2022 : 50 000 € T.T.C.

CP 2023 : 15 000 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

12. Avis n°2022-020-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « plan local d'urbanisme intercommunal du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de plan local d'urbanisme.

En vertu de l'article L 132-12 du code de l'urbanisme, l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur le Territoire du Pays de Martigues a été prescrite par délibération n° URBA 006-10142/21/CM du 4 juin 2021 du Conseil de Métropole.

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays de Martigues s'appuient sur quatre axes structurants :

- Garantir un territoire accueillant, solidaire et équilibré
- Renforcer le dynamisme économique du territoire pour assurer la création d'emplois
- Relever les défis environnementaux, améliorer le cadre de vie, la santé et la sécurité des habitants

- Contribuer au développement et aux équilibres métropolitains

L'élaboration du PLUi nécessite de faire appel à des bureaux d'études spécialisés pour la réalisation d'études et de prestations intellectuelles. C'est pourquoi il est proposé la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative au PLUi du Pays de Martigues. Le montant de l'opération s'élève à 400 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'élaboration du PLUi du Pays de Martigues a été prescrite par le Conseil de Métropole ;
- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation pour un montant total de 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement relative au règlement local de publicité intercommunal du Pays de Martigues ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « plan local d'urbanisme intercommunal du Pays de Martigues » d'un montant de 400 000 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

CP 2022 : 35 000 € T.T.C.

CP 2023 : 115 000 € T.T.C.

CP 2024 et suivants : 250 000 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements.

13. Avis n°2022-021-Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le cinéma et l'audiovisuel au titre de l'exercice 2022 - Approbation d'une convention d'objectifs

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique et ainsi, contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement et la structuration de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le territoire Métropolitain s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, tous deux en cours de renouvellement.

Les premières orientations stratégiques pour le développement de la filière métropolitaine

Cinéma/Audiovisuel/Multimédia ont été présentées en Conseil Métropolitain et au vote des élus le 19 novembre 2021, et appelle à renforcer les collaborations avec les différents acteurs de la filière, dont ARTS. Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a mis en place différents outils, dont la Mission cinéma et audiovisuel pour accueillir, informer et aider les porteurs de projets et aussi la plateforme cinéma et audiovisuel pour mobiliser, fédérer et initier des actions/projets avec l'ensemble des acteurs de la filière, dont les techniciens du territoire.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création, la Métropole Aix Marseille Provence, ainsi que les Conseils de Territoire Marseille Provence, du Pays d'Aix et du Pays de Martigues entendent établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt

général dans ce domaine et souhaitent encourager les initiatives fédératrices.

L'association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le cinéma et l'audiovisuel (ARTS) a été créée en 2002. L'ARTS est un réseau de près de 300 techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, dont les objectifs sont d'améliorer la qualité de services de l'accueil des tournages pour le territoire, d'organiser des rencontres interprofessionnelles, de participer à la promotion du territoire, de répertorier et valoriser les compétences techniques et créatives, d'informer ses adhérents sur les mesures légales et réglementaires, de favoriser l'insertion professionnelle et la transmission d'expérience, d'organiser des workshops techniques, d'animer un réseau de professionnels de la filière d'excellence du cinéma et de l'audiovisuel, de recueillir les besoins en formations et d'accompagner la création de bases logistiques pour l'accueil des tournages. L'association est très impliquée dans les réflexions autour de la structuration de la filière au niveau régional et métropolitain, ainsi que sur les grands enjeux nationaux.

L'association souhaite mettre en œuvre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossiers MGDIS N°282, N°708, N°709 et N°713.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association ARTS une subvention d'un montant de 4 000 € qui sera répartie comme suit :

- 2 000 € pour le Pays d'Aix
- 2 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000321 du 12 avril 2000 et relatif à la

transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le cinéma et l'audiovisuel au titre de l'exercice 2022, répartie ainsi :

- 2 000 € pour le Pays d'Aix
- 2 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix – section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, Fonction 61.
- Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370 – Nature : 65748 - Fonction 62

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral

14. Avis n°2022-022-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ecran et isolations acoustiques au secteur Font-Sarade à Martigues » dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la directive européenne 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement, les différentes autorités compétentes en matière de bruit doivent élaborer des plans de protection du bruit dans l'environnement (PPBE). Au vu du niveau élevé des nuisances sonores et du nombre de personnes concernées, l'Etat a décidé d'engager au nord de l'autoroute A 55, sur le secteur de Font-Sarade, les travaux de protections phoniques nécessaires au traitement des points noirs du bruit.

Ces travaux consistent en la réalisation :

- d'un écran acoustique de type absorbant dans le sens Marseille-Fos d'une hauteur de 3 mètres sur 550 mètres de long
- d'isolations acoustiques au niveau des façades des bâtiments n'ayant pas pu bénéficier d'une réduction du niveau sonore suffisante suite à la construction de l'écran.

L'Etat assurera la maîtrise d'ouvrage de cette opération dont la réalisation des travaux est prévue en 2022 et 2023. Le coût total de l'opération s'élève 3 694 000 € T.T.C. et est financé à 65% par l'Etat, à 17.5% par le Territoire du Pays de Martigues et à 17.5% par la commune de Martigues. Les participations des co-financeurs seront appelées en 2022 et 2023. Cela représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays de Martigues une participation de 646 500€, dont 215 500 € en 2022 et 431 000 € en 2023.

Une convention de cofinancement entre l'Etat, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues sera établie pour définir les modalités de participation entre les partenaires.

Il est donc proposé la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative au cofinancement d'un écran et d'isolations acoustiques au secteur Font-Sarade sur la commune de Martigues dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit pour un montant de 646 500 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation d'écran et d'isolations acoustiques au secteur Font-Sarade à Martigues pour un montant de 646 500 € T.T.C. ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « écran et isolations acoustiques au secteur Font-Sarade à Martigues » pour un montant de 646 500 € T.T.C.

Les crédits de paiement sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

CP 2022 : 215 500 € T.T.C.

CP 2023 : 431 000 € T.T.C.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

15. Avis n°2022-023-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement de travaux collecte et traitement des déchets

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant

L'opération d'investissement de travaux de collecte et traitement des déchets s'inscrit dans la stratégie déchets métropolitains.

Le territoire du Pays de Martigues assure ses missions de service public en régie.

L'opération de travaux comprend l'extension de L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) du Vallon du Fou à Martigues avec la création et la mise en service de deux nouvelles alvéoles, alvéole 4 et alvéole 5 nécessaires au traitement des déchets.

L'opération comprend également l'optimisation de la collecte par la poursuite du maillage des colonnes enterrées sur territoire.

L'opération d'investissement 2022610101, « Travaux de collecte et de traitement des déchets », d'un montant de 7 375 000€ T.T.C inscrite au budget annexe collecte et traitement des déchets enregistrée dans l'autorisation de programme 16 du programme Déchets de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG065-3084/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 7 375 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement afférents.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2022610101 Travaux collecte et traitement des déchets, pour un montant de 7 375 000€ T.T.C rattachée au programme 16 Déchets.

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget annexe collecte et traitement des déchets selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022 : 825 000 € T.T.C.

CP 2023 : 1 950 000 € T.T.C

CP 2024 : 2 300 000€ T.T.C

CP 2025 : 2 300 000€ T.T.C

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

16. Avis n°2022-024-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux postes de refoulement

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant

Dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement du réseau d'assainissement collectif du territoire du Pays de Martigues et conformément au programme pluriannuel d'investissement issu du schéma directeur, il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer des travaux liés aux postes de refoulement situés sur les communes du territoire du Pays de Martigues.

L'opération d'investissement 2022600400 « travaux postes de refoulement » pour un montant de 800 000 euros HT, inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 226110AS du programme 11 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 800 000 euros HT afin de permettre sa réalisation,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2022600400 « travaux postes de refoulement » nécessaires au fonctionnement du service assainissement, pour un montant de 800 000 euros HT, rattaché au programme 11 code AP 226110AS.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022.....185 000 euros H.T.

CP 2023.....200 000 euros H.T.

CP 2024.....200 000 euros H.T.

CP 2025 et suivants..215 000 euros H.T.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

17. Avis n°2022-025-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition matériel et outillage divers eau 2021-2025

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant

Afin de poursuivre la réalisation du programme pluriannuel des investissements du Territoire du Pays de Martigues il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer

les dépenses d'achat de matériel et outillage divers.

L'opération d'investissement 2021604000, acquisition de matériel et outillages divers, pour un montant de 200 000 euros HT., inscrite au budget annexe de l'eau et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 216120EA du programme 12 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 200 000 euros HT. afin de permettre sa réalisation,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements y afférents ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021604000 acquisition de matériel et outillage divers 2021-2025, pour un montant de 200 000 euros HT., rattaché au programme 12 code AP 216120EA.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'eau du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 : 0 euros H.T.

CP 2022 : 65 000 euros H.T.

CP 2023 : 55 000 euros H.T.

CP 2024 : 30 000 euros H.T.

CP 2024 : 50 000 euros H.T.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de
Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

III Informations

Informations diverses du Président du Conseil
de Territoire aux conseillers territoriaux

Information de la Métropole

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et
du Conseil de la Métropole du
5 Mai 2022 pour information

Modification unilatérale des contrats de
concession concernant les nouvelles
obligations en matière de laïcité et de neutralité

Approbation des conditions générales
d'utilisation pour la saisine par voie électronique
des déclarations d'intention d'aliéner (DIA).

Approbation des modifications statutaires du
Syndicat Mixte du Bassin Versant de
l'Huveaune (SMBVH) devenant l'EPAGE HuCA

Approbation des modifications statutaires du
Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc
(SABA) devenant l'EPAGE MENELIK

cadre habitat à caractère multi-sites
métropolitaine conclue entre l'EPF PACA et la
Métropole Aix-Marseille-Provence.
